

Olivier BECHT



Refonder ou Périr

PARTIE 3

De l'espoir à l'action

Je repense souvent à cette jeune femme aperçue sur un banc, dans ce village du Lot, au début de mon voyage. À son regard vide de rêves, à ses épaules chargées d'un poids trop lourd pour son âge. Pendant deux ans, j'ai parcouru cent et un départements pour comprendre ce qui avait éteint cette lumière chez elle et chez tant d'autres. Et je suis revenu à Rixheim avec une certitude.

Tout ce que j'ai vu, le déclin économique, les services qui disparaissent, la violence qui monte, la défiance qui s'installe, procède d'une même cause profonde : une société qui se fragmente. Une société où l'on ne vit plus les mêmes réalités, où l'on n'a plus accès aux mêmes services, où l'on ne partage plus le même récit. Et une société fragmentée n'est pas seulement une société plus dure à vivre. C'est une société vulnérable, socialement mais aussi stratégiquement. Car un peuple divisé ne peut ni se réformer, ni se défendre, ni affronter les chocs du monde. La cohésion nationale n'est pas un idéal républicain abstrait. C'est la condition de tout le reste.

Voilà ce que ce voyage m'a appris. Et voilà pourquoi je ne peux pas me contenter de dresser le constat du déclin. Ce que j'ai vu dans ces cent et un départements m'a aussi convaincu que les solutions existent, qu'elles sont déjà là, inventées par des Français qui n'ont pas attendu Paris pour agir. Il reste à les rassembler, à leur donner un cap. Le diagnostic fait, il faut désormais se projeter.

Fixer le cap et redonner du sens

La plupart des leaders politiques sont devenus des gestionnaires du quotidien. Souvent des gestionnaires de crise. Mais des gestionnaires. Ils ont abandonné l'ambition de grande transformation que devrait porter la politique. Les rares réformes effectuées ont été des réformes paramétriques : faire bouger une variable, la retraite à 62 ou à 64 ans. Mais ces réformes ne transformaient pas la société. Elles impactaient la vie des gens sans la changer, et surtout sans la changer en mieux. C'est ainsi qu'un fossé s'est creusé entre les Français et leurs élus, jusqu'à la désertion des urnes et la montée des extrêmes.

Si les Françaises et les Français sont désespérés, c'est qu'ils sont, au sens propre du terme, privés d'espérance. Comment intéresser notre jeunesse à la chose publique si la seule chose qu'on lui promet, c'est une planète à dépolluer, des catastrophes climatiques, de nouveaux virus et une montagne de dettes à rembourser ? Comment s'étonner que beaucoup aient déserté les rêves de l'avenir au profit de la jouissance du seul moment présent ?

Refonder, c'est donc d'abord se fixer un cap et redonner du sens. Afficher clairement une ambition. Viser haut et se tenir droit. Dire où nous voulons conduire le pays, pas dans six mois, mais dans cinq ans, dix ans, vingt ans. Il faut agir vite, mais voir loin.

Quand je pense à la France que je voudrais laisser à mon fils, je ne vois pas d'abord des chiffres ou des réformes.

Je vois un pays où un enfant de Rixheim, de la Creuse ou de Mayotte aurait les mêmes chances qu'un enfant de Neuilly. Un pays où l'on pourrait de nouveau croire que demain sera meilleur qu'hier. Un pays qui aurait cessé d'avoir peur, de l'avenir, de l'autre, de lui-même. Ce n'est pas une utopie. C'est une direction. Et une direction, ça se choisit.

Je vous propose d'opérer, dans la paix, l'ordre et la démocratie, la plus grande refondation de notre modèle français jamais réalisée depuis 80 ans, autour d'une ambition simple : **refaire de la France un grand pays, prospère, porteur dans le monde des valeurs de l'Humain, bâtissant une société du bien-être qui garantit à chacun la sécurité, la santé et les moyens de vivre et de vieillir dignement.**

Un nouveau pacte de société

Cette refondation se fonde sur un nouveau pacte de société, tout entier construit sur l'idée d'équilibre. Plus de liberté, mais contre plus de responsabilité. Plus de solidarité, mais contre plus d'engagement de chacun. Plus de sécurité, mais contre plus de fermeté face à ceux qui brisent le contrat social. Plus de bien-être, mais contre la croissance qui le finance. Plus de rayonnement, mais dans le cadre d'une autre Europe, une Europe qui protège au lieu de contraindre. Au-delà des clivages : un équilibre, explicitement assumé.

Une philosophie : le sociétarisme

Cette refondation ne se fonde pas sur une idéologie nouvelle, les idéologies ont fait assez de dégâts. Elle se

fonde sur une philosophie que j'ai d'abord vécue avant de la penser. Elle a un nom dans ma région : l'humanisme rhénan. J'ai grandi à 20 kilomètres de la Suisse et à 15 de l'Allemagne, dans cette région du Rhin supérieur où un mélange de démocratie chrétienne et de social-démocratie a appris, depuis des générations, à concilier la réussite individuelle et la responsabilité collective.

Ce que j'ai compris en parcourant les cent et un départements, c'est que cet équilibre n'est pas alsacien. Il est français. Il est même universel. Partout où je suis allé, j'ai rencontré des gens qui voulaient exactement cela : être libres et protégés, reconnus dans leur effort et soutenus dans leur difficulté, capables d'agir par eux-mêmes et reliés à quelque chose de plus grand qu'eux. C'est ce que j'appelle le « sociétarisme ». Une philosophie de l'équilibre. Entre l'individualisme qui oublie le commun et le collectivisme qui écrase l'individu. Entre les droits qu'on revendique et les devoirs qu'on assume. Entre la liberté qu'on exerce et la responsabilité qu'on accepte.

Tocqueville l'avait pressenti en observant la démocratie américaine : les sociétés libres ne tiennent que si les individus s'associent librement pour prendre soin du bien commun. Aristote l'avait dit avant lui : la justice dans la Cité n'est pas seulement une règle, c'est une relation. Le sociétarisme part de là. Il dit que la société n'est pas simplement un marché ni simplement un État, c'est une famille élargie, où chacun contribue et chacun reçoit, où personne n'est laissé au bord de la route et personne n'est dispensé de l'effort.

J'en ai vu la preuve à Rixheim et sur les territoires. Quand des jeunes ont reconstruit eux-mêmes le quartier qu'ils avaient dégradé, ce n'était pas de la punition. C'était du sociétarisme. Quand des retraités bénévoles ont animé la Maison de Vie sans que la ville ait à déboursier un euro supplémentaire, ce n'était pas de la débrouille. La « Journée Citoyenne », inventée par Fabian Jordan le maire de Berrwiller, où les habitants participent à des chantiers d'aménagement ou de rénovation de la ville, c'est du sociétarisme. C'est la société qui prend soin d'elle-même, par ses membres, pour ses membres. Ce n'est pas un rêve. Ce que nous faisons au niveau local le prouve.

Cette philosophie n'est pas qu'une abstraction. Elle tranche concrètement sur les grands enjeux de notre temps, et elle tranche différemment de la pensée dominante. Sur l'immigration, la société doit accueillir dans des conditions dignes ceux dont elle a besoin et ceux dont la demande d'asile est légitime, en veillant à les intégrer dans notre culture et nos valeurs. Mais elle doit aussi reconduire, avec fermeté et humanité, ceux qu'elle ne peut pas accueillir, car nous n'avons ni les moyens ni la vocation d'accueillir les dizaines de millions de personnes qui voudraient vivre en France. Sur la violence, il faut protéger la société dès le plus jeune âge par l'éducation aux valeurs et la canalisation des tensions, par des sanctions pédagogiques même dures, mais aussi assumer l'emploi de la force légitime, dont l'État a le monopole, face à ceux qui refusent l'autorité de la loi.

Sur la défense, chaque individu a le droit de vivre en paix, mais ce droit a une contrepartie : le devoir, pour chacun, de participer à la protection collective, tout au long de sa vie et d'une manière ou d'une autre, pour maintenir la paix et créer de la cohésion. Sur le travail enfin, la société doit créer la richesse qui finance son niveau de vie et ses services publics, car la prospérité ne se redistribue pas, elle se crée d'abord. Le travail est donc une valeur indispensable à laquelle chacun se doit de participer, tandis que la société, en retour, doit garantir à chacun l'accès au travail ou à l'engagement, et un revenu pour vivre et vieillir dignement, qu'il vienne du travail, de l'engagement au service des autres ou de la pension d'une vie de labeur. C'est cela, le sociétarisme au concret : le retour de l'équilibre entre les droits et les devoirs, cette protection qui est toujours la contrepartie de l'engagement de chacun envers la société, et sans lequel il ne peut y avoir de vertu.

Voilà l'ambition que notre pays pourrait se donner en refondant son modèle, et la philosophie qui pourrait le guider. Offrir à tous une vie de bien-être et de santé, où chacun a les moyens de vivre dignement et une place reconnue dans la société. Bâtir une société de paix et de sécurité qui prospère tout en préservant la Vie. Il ne s'agit pas d'un rêve. Il s'agit d'une espérance. Cette espérance porte un nom : le Projet France.

Le Projet France

Une fois le cap fixé, il faut tracer le chemin et se doter des moyens concrets pour l'atteindre. Notre cap est clair. C'est notre projet de société : refaire de la France un grand pays, prospère, porteur dans le monde des valeurs de l'Humain, bâtissant une société du bien-être qui garantit à chacun la sécurité, la santé et les moyens de vivre et de vieillir dignement. C'est ce que j'appelle le Projet France : la plus grande refondation de notre modèle jamais entreprise depuis 1945.

Je ne vais pas vous infliger ici un catalogue de mesures. Les pages qui suivent en détailleront les grandes lignes, secteur par secteur. Mais avant d'entrer dans le concret, je veux dire en quelques mots ce qui tient l'ensemble. Car un projet n'est pas une addition de réformes. C'est une direction.

La première idée, c'est la prospérité. Sans elle, rien n'est possible : ni le social, ni la santé, ni la sécurité, ni le rayonnement. Une France qui ne produit plus ne peut plus protéger. Mon ambition est de redonner à notre pays son autonomie dans cinq domaines vitaux : se nourrir, se soigner, se défendre, se déplacer, se loger. Pas l'autarcie, l'autonomie. La différence entre dépendre des autres et choisir avec qui coopérer.

La deuxième idée, c'est la cohésion. Tout ce que ce livre propose, le modèle social, les Maisons de Vie, l'engagement citoyen, la garantie des services au plus près du terrain, vise un même but : reconstruire le lien. Parce qu'une société qui

se fragmente est une société qui s'affaiblit, et pas seulement socialement : stratégiquement. La cohésion n'est pas un supplément d'âme. C'est une infrastructure de puissance.

La troisième idée, c'est la vision longue. Les problèmes que nous avons mis vingt-cinq ans à construire ne se régleront pas en six mois de budget. C'est pourquoi je propose de raisonner non pas sur un quinquennat, mais sur une génération : une programmation sur vingt ans, pour en finir avec les changements incessants de cap.

Le cœur de ce modèle, *l'économie de la Vie*, reposera sur une révolution énergétique totalement décarbonée et à bas prix, qui nous rendra notre pleine indépendance jusque sur les produits pétroliers, accompagnée d'une nouvelle politique minière, d'une révolution de l'éducation et de la formation professionnelle confiée à l'entreprise, d'un choc normatif sans équivalent et d'un fonds souverain 100% français alimenté par l'épargne.

Cette prospérité retrouvée permettra de *refonder un modèle social* lui aussi fondé sur l'Humain et la Vie. Une protection universelle accompagnera les Français de la naissance à la mort, avec des dispositifs nouveaux pour les étudiants, les chômeurs et les personnes âgées dépendantes. Ce sera le modèle d'une société où l'on prend soin les uns des autres : personne ne doit dépérir dans l'isolement, renoncer à manger ou à se soigner, être laissé au bord de la route, encore moins mourir de froid ou de déshydratation dehors. La richesse doit être équitablement partagée et garantir à chacun de quoi vivre et vieillir dignement. Mais personne

ne doit tout attendre de la société sans rien donner en retour : ce modèle reposera sur la responsabilité de chacun et l'engagement au service des autres, autour de nouveaux lieux communs, les Maisons de Vie.

Il comprendra une révolution pour refaire de la France *l'un des tout premiers systèmes de santé au monde*, afin d'offrir à chacun une vie plus longue et libérée des grandes maladies : un grand défi biotechnologique pour réduire drastiquement la mortalité par cancer et faire reculer les maladies neurodégénératives, tout en retissant un système de proximité, en prévention comme en soins.

Le nouveau modèle de sécurité, lui, visera à faire de la France, en 7 ans, le pays le plus sûr d'Europe, par un nouveau modèle éducatif, de sanctions, de justice, de réinsertion, de maîtrise de l'immigration et d'intégration dans les valeurs de la République.

Un nouveau pacte des territoires réorganisera la France sur un mode totalement décentralisé, autour de Provinces autonomes pour normer, financer et mettre en œuvre leurs compétences. Cette refondation permettra de retrouver l'efficacité au plus près du terrain et rétablir une vraie égalité du service public qui referme les fractures françaises.

Un nouveau modèle de rayonnement défendra nos intérêts et nos valeurs dans le monde, et refondera l'Europe autour d'un noyau dur bâti comme une véritable confédération, pour réduire l'influence de l'Europe technocratique de Bruxelles au profit de celle qui protège, l'Europe de Strasbourg-Kehl.

Nous redresserons enfin nos comptes en deux temps : un premier rabot pour retrouver de la crédibilité et des marges, puis les économies que permettra le changement de modèle lui-même, social et territorial.

Sept axes, un seul dessein. Si nous les suivons, et si nous assumons un véritable changement de modèle, nous referons la France. Une France de nouveau dans les cinq premières puissances économiques du monde, première grande nation développée à atteindre la neutralité carbone avec une énergie abondante et pleinement souveraine, redevenue le pays le plus sûr d'Europe et l'un des meilleurs au monde pour la santé comme pour l'école, avec des comptes maîtrisés et une dette ramenée sous le seuil qui nous fragilise.

On me dira que c'est ambitieux. Que c'est trop. Mais nous l'avons déjà fait. Il y a 80 ans, un pays ruiné par la guerre s'est relevé et a reconstruit en deux décennies l'une des premières puissances mondiales. La question n'est pas de savoir si nous en sommes capables : nous l'avons prouvé. La question est de savoir si nous en avons, aujourd'hui, la volonté. Voici comment.